
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXC V.

Du Lundi 25 Janvier 1790.

LA séance a commencé par la lecture des adresses ; celles des villes de Riom , d'Hesdin & de Montpellier ont mérité les applaudissemens de l'assemblée , qui en a ordonné l'impression. Nous ne rapporterons que la dernière. La voici :

N O S S E I G N E U R S ,

Armés pour la défense de nos foyers, le prix de nos travaux est la paix dont nous jouissons. Défenseurs de la cause du patriotisme & de la liberté, nous avons éloigné de nos murs les désordres de la licence & les troubles de l'anarchie, rangés sous l'étendard sacré de la patrie : nous avons confondu les complots odieux des ennemis du bien public qui semoient par-tout leurs insinuations perfides ; les difficultés ont accru notre constance ; pleins de confiance dans la sagesse de vos décrets, nous avons senti que la régénération si nécessaire de l'état, ne pouvoit s'opérer qu'au milieu de la tranquillité générale, & que notre premier devoir étoit de la maintenir dans notre sein ; nous avons porté plus loin nos vues, nosseigneurs ; nous avons cherché à pénétrer du même esprit les différentes villes qui nous environnent ; nous les avons invitées à une fédération d'ordre & de bien public à laquelle elles se sont empressées d'adhérer : plus de 30 mille citoyens armés en font les garans, & nous avons l'heureuse certitude que, quels que puissent être les efforts des détracteurs de la nation, ils ne

Tome VI,

Ayuntamiento de Madrid

O

fauroient obtenir aucun succès dans le vaste arrondissement que nos soins ont formé.

» Occupés de ces grands objets, *Nosseigneurs*, nous nous sommes reposés sur notre commune du soin de vous exprimer des sentimens que nous professons par notre conduite ; mais aujourd'hui que la paix que nous avons eu la satisfaction de maintenir, repose à l'ombre de vos décrets sur des bases solides, nous ne pouvons résister à l'attrait impérieux du sentiment de tous les points de ce vaste empire ; un concert de bénédictions & de vœux s'élève vers vous : daignez permettre que nous joignons nos voix à cette acclamation générale ; que l'hommage des sentimens qui nous animent interrompe un instant vos immenses travaux, & que la trop foible expression de notre entier dévouement, retentisse dans votre assemblée auguste, restaurateurs des droits du peuple, vous qui, malgré de longs orages, élevés avec une persévérance infatigable, l'édifice de notre bonheur, recevez le serment solennel que nous faisons sous les drapeaux de la patrie, de mourir, s'il le faut, pour le soutien de vos décrets, de leur rester fidèles ainsi qu'au meilleur & au plus cheri des rois, de confondre toujours nos vœux, nos intérêts, avec ceux de la grande famille dont vos heureux travaux vont rapprocher les membres trop longtemps désunis ; de ne reconnoître enfin d'autres devoirs que ceux que vous aurez fondés.

» Nous ne redoutons plus les vains efforts de cette hydre effrayante dont vos mains victorieuses ont écrasé les têtes renaissantes ; mais nous vouons à l'opprobre & à l'infamie, les perfides indignes du nom des Français, qui, dans l'espoir de la reproduire, pourroient former des projets ou fomenteur des associations contraires à vos principes régénérateurs.

» Nous sommes avec une soumission, un respect & une admiration sans bornes, *Nosseigneurs*, &c. Signés, les officiers & volontaires des gardes nationales de Montpellier, & pour eux,

FERNES, colonel.

« Ce n'est pas assez que les loix attaquent & détruisent

des préjugés funestes à la société. Comme rien ne tombe plus difficilement qu'une ancienne habitude des mœurs, il faut encore que les exemples viennent seconder le vœu des loix.

Sans doute le préjugé des peines infamantes ne se défend plus au milieu des lumières répandues dans le royaume ; il est même renversé par le dernier décret de l'assemblée nationale ; mais il est nécessaire d'opposer à ses rigueurs l'exemple d'une pitié noble & d'une justice courageuse : c'est celui que viennent de donner le district & le bataillon de S. Honoré.

M. de Menon a dit qu'il étoit chargé par M. le duc d'Aumont, d'annoncer à l'assemblée, au nom du district & du bataillon de S. Honoré, que, pénétrés de respect pour ses décrets, ils s'assembloient le 24 pour recevoir, en qualité d'officier honoraire de grenadier, le sieur Agasse, frère de deux particuliers du même nom, condamnés à une peine capitale par sentence du châtelet.

Le sieur Agasse, simple grenadier dans ce bataillon, vouloit quitter sa compagnie au moment de la condamnation de ses frères.

Il est beau de voir des hommes, qui ne sont animés que par le patriotisme & par l'honneur, combattre ainsi le préjugé par leur conduite ! de pareils exemples peuvent arracher la nation à une de ses plus funestes erreurs.

L'assemblée nationale, après avoir vivement applaudi aux sentimens des citoyens du district, a décrété que M. le président leur écrirait pour lui témoigner sa satisfaction.

Les dons patriotiques sont toujours très-nombreux. Une partie de la séance a été consacrée à les annoncer.

M. d'Harembure a communiqué à l'assemblée une lettre du ministre de la guerre, qui a été renvoyée au comité de constitution, & qui concerne les préférences entre les milices nationales & les troupes de ligne ; mais pourquoi faut-il que des citoyens aient la puérilité des anciennes corporations qui se dispuoient sans cesse des vains honneurs du pas le frivole avantage ?

Ne sont-ils pas enfans de la même patrie ? & s'il peut naître entre eux quelque rivalité, ce ne peut être que pour mieux défendre la nation & la liberté publique.

N'est-ce pas d'ailleurs au patriotisme, plutôt qu'à des bureaux ministériels, à décider de pareilles questions ? Voici la lettre écrite à M. d'Harembure.

« Vous me faites l'honneur de me prévenir, monsieur que le 25 de ce mois, les gardes citoyennes de la ville de Tours & le régiment d'Anjou doivent être assemblée pour assister à la cérémonie de l'installation de la nouvelle municipalité, & que MM. les officiers de la garde citoyenne vous écrivent pour obtenir une décision sur le rang que cette garde & les troupes de ligne doivent tenir entre elles.

« Il ne m'appartient pas, Monsieur, de décider une question de cette importance ; c'est à l'assemblée de la nation à prononcer sur l'existence que doivent avoir les gardes citoyennes, & je ne pourrai prendre les ordres du roi sur la question dont il s'agit, que lorsque l'assemblée aura présenté à sa majesté les décrets qu'elle jugera à propos de rendre à cet égard.

« Mais puisque la chose paroît instante, & qu'il ne faut jamais négliger aucun moyen de concourir au maintien de la concorde & de l'union entre les troupes de ligne & les gardes citoyennes, je me permettrai de vous développer mon opinion particulière.

« Je crois, Monsieur, que les municipalités & les gardes nationales, représentant l'ensemble de la nation, doivent avoir toute préférence, toutes les fois qu'elles sont assemblées dans leurs villes, soit pour quelque cérémonie, soit autrement, & alors les gardes citoyennes doivent prendre la droite sur les troupes de ligne, qui ne forment qu'un corps particulier dans la nation. Mais je pense aussi que toutes les fois que les gardes nationales sont employées hors de l'enceinte de leurs foyers, conjointement avec des troupes de ligne, elles doivent, comme toute autre troupe, prendre rang avec celles de ligne, suivant la date de leur création.

» Si vous pensez comme moi, Monsieur, je crois qu'il convient que vous écriviez dans cet esprit à MM. les officiers des gardes nationales de Tours; de mon côté, j'en-voie copie de cette lettre au commandant du régiment d'Anjou, en l'invitant à se conformer à l'opinion que j'y établis.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé LATOUR-DU-PIN.

M. Malais a pris ensuite la parole. Il a rapporté que; malgré les décrets de l'assemblée nationale sanctionnés par le roi, qui rendoient toutes les charges publiques communes & proportionnelles entre tous les citoyens, il étoit encore des villes où certains ci-devant privilégiés refusoient de se soumettre au logement des gens de guerre comme les autres citoyens, & fondeoient leur refus sur un défaut d'expression littérale dans les décrets. Il en a proposé un qu'il croyoit nécessaire pour faire cesser toutes ces contestations, mais qui a paru trop vague.

Aussi-tôt diverses demandes ont été faites. Les uns vouloient, qu'attendu l'abolition de tous les privilèges, on déclarât n'y avoir lieu à délibérer sur la motion. Les autres propoisoient de dire, « nul citoyen, dans l'empire français, ne sera exempt du logement des gens de guerre. Un troisième disoit au contraire qu'il falloit décréter que nul citoyen ne seroit tenu au logement des gens de guerre, & que toute troupe en marche devoit camper, au lieu de loger. Cette opinion étoit appuyée par un autre membre, qui a prouvé que rien ne seroit plus conforme au véritable esprit militaire que d'accoutumer les troupes à la fatigue & au genre de vie auquel elles sont destinées. On a cité à ce sujet l'exemple des Romains, dont les mœurs militaires sont néanmoins si différentes des nôtres.

« M. de Mirabeau a dit qu'il n'étoit pas dans les principes que les citoyens fussent obligés à loger les gens de guerre. MM. d'Ambly, de Noailles & de Monou ont pensé que les troupes pourroient être assujetties à

camper ; que cette disposition devoit faire partie de celles qui seroient arrêtées sur le militaire.

M. Alexandre de Lameth a dit qu'il ne croyoit pas que ce fût le moment , ni de développer le principe de M. de Mirabeau , ni de discuter des questions relatives à l'organisation future de l'armée ; que lorsqu'elles y seroient discutées , on décideroit quelles devroient être les mesures à prendre pour la marche des troupes ; mais que dans ce moment il s'agissoit d'un décret provisoire , que des régimens avoient changé de garnison , & qu'en arrivant dans différentes villes , quelques ci-devant privilégiés avoient refusé de loger des officiers ou des soldats ; qu'il étoit instant pour établir l'égalité que l'assemblée nationale avoit consacrée , de déclarer que tous les citoyens indistinctement participoient à cette charge publique.

Il a été proposé une rédaction conçue en ces termes :

« L'assemblée nationale ayant décrété la suppression de tous privilèges & de toutes franchises , de quelque espèce qu'elle puissent être , déclare que tous les citoyens indistinctement seront assujettis au logement des gens de guerre ».

Plusieurs réclamations se sont élevées sur cette rédaction , & la question préalable a été demandée ; mais M. Alexandre de Lameth ayant représenté que ce qui engageoit à rejeter la motion étoit probablement ces mots , *ayant décrété la suppression de tous privilèges* , quoique cependant ceux qui avoient été accordés à certains établissemens publics ne fussent pas supprimés , a proposé de substituer au premier membre de la motion , ces mots : *L'assemblée nationale ayant décrété l'égalité proportionnelle de toutes les charges publiques*. Cet amendement a été accueilli.

Enfin M. de Menou a rédigé la motion & les amendemens en la forme suivante , qui a été décrétée.

« L'assemblée nationale ayant , par ses précédens décrets , ordonné l'égalité répartition de toutes les charges publiques , déclare que tous les citoyens , sans exception quelconque , sont & devront être soumis au logement des gens de guerre , jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à un nouvel ordre de choses. »

M. l'abbé Mauri est monté à la tribune pour faire le rapport de l'affaire des accusés de Marseille, & du prévôt général de Provence; mais à peine a-t-il paru, que M. le président lui a annoncé la censure prononcée par l'assemblée dans la séance du 22; il s'est élevé de vives réclamations de plusieurs membres, qui prétendoient que cette censure devoit être seulement énoncée dans le procès-verbal, comme elle y avoit été effectivement insérée.

Une grande partie de l'assemblée s'est écriée à la barre, à la barre.

M. l'abbé doit être censuré. Ces cris ont été suivis d'un très-grand tumulte, qui n'a permis, ni de discuter, ni de délibérer pendant long-tems.

Nous avons annoncé les détails qui avoient précédé le décret de censure prononcé par l'assemblée. Nous allons les placer ici, avant de raconter la manière dont ce décret a été exécuté.

Une motion de M. Casalès, tendante à l'examen de la dette nationale dans son origine, dans ses rapports, dans ses branches, dans la nature des créances, & dans ses derniers accroissemens, venoit d'être rejetée par la question préalable, parce que l'assemblée attachoit aux mots de *vérification*, un autre sens que M. Casalès.

C'est l'admission de cette question préalable qui avoit échauffé le zèle de M. l'abbé Mauri, qui, après avoir combattu inutilement du geste & de la voix contre cette question préalable, étoit enfin monté à la tribune pour demander avec beaucoup de véhémence si l'assemblée nationale ne devoit pas regarder cette recherche comme une de ses principales obligations. « Je le demande, s'est-il écrié, à ceux à qui la nature a refusé toute espèce de courage, & qu'elle a voulu en dédommager, en les douant au plus haut degré du courage de la honte : qu'ils se nomment, & qu'ils me répondent. »

Un mouvement d'indignation a saisi l'assemblée. Des cris se sont fait entendre de tous les côtés de la salle. ... *qu'il soit exclu de l'assemblée, qu'il descende de la tribune, qu'il soit mis à la barre.* ...

Ces réclamations multipliées ne formoient point une accusation sur laquelle l'assemblée pût délibérer.

M. de Mirabeau est parvenu à se faire entendre au milieu des cris de l'indignation générale. « L'incident fâcheux qui trouble la séance, a-t-il dit; nous est un grand exemple, que la colere est un mauvais conseiller.

« Le préopinant a eu le malheur de provoquer votre censure; il a été contre son but par son propre emportement; pour vous, Messieurs, qui devez être au-dessus de toutes les offenses sous tous les rapports, permettez-moi d'établir le principe; mais auparavant je demande que M. le président pose la question nettement, afin que je puisse donner mon opinion ».

M. le président a répondu qu'il avoit été fait une motion dont il alloit donner lecture.

« De qui est-elle, s'est écrié M. de Foucault, qu'il se présente?

Plus de cent membres se sont levés à la fois, en disant, c'est nous, ce sont tous les bons citoyens. . . . MM. le vicomte de Mirabeau, de Foucaud & quelques autres ont réclamé alors qu'au lieu de ces voix confuses, il y en eût un seul qui se présentât, & qui formât nettement l'accusation contre M. l'abbé Mauri.

M. Guillaume s'étant avancé vers la tribune, a dit: « Ne cherchez pas un dénonciateur à M. l'abbé Mauri; il se présente de lui-même; ce dénonciateur, c'est moi; & vous allez connoître mes motifs & mes conclusions: s'il est, a-t-il ajouté, des hommes assez flétris dans l'opinion publique pour que leurs injures tiennent souvent lieu d'éloges, il n'appartient qu'aux particuliers, maîtres de leurs actions, de mépriser les outrages de ces individus; mais les corps, & sur-tout les corps représentatifs, comptables de leur dignité envers leurs commettans, leur doivent de repousser les offenses qui leur deviennent personnelles. Le corps législatif ayant l'honneur de représenter la nation toute entière, ne peut donc pas, lorsqu'il est offensé, borner sa vengeance au mépris, quelque soit l'a-

graisseur, & il le doit d'autant moins que du respect qu'on a pour ses membres, dépend du respect dû à ses décrets, & le succès de ses opérations si importantes au bonheur de l'empire.

Je propose que M. le président écrive au bailliage de Péronne, afin qu'il retire les pouvoirs donnés à M. l'abbé Mauri, & qu'il envoie un suppléant à sa place. »

M. de Fossigni a donné plus d'étendue à la motion de M. Guillaume, en s'appliquant à tous les membres de l'assemblée. « Il faut écrire, a-t-il dit, à tous nos commettans, pour qu'ils nous changent tous, vû la division qui règne dans l'assemblée. »

M. Correler a fait une motion plus sévère que celle de M. Guillaume. Elle ne tendoit pas moins qu'à exclure M. l'abbé de l'assemblée, & d'écrire ensuite à Péronne pour qu'il fût nommé un autre député.

M. de Mirabeau, qui étoit toujours demeuré à la tribune & qu'on avoit interrompu plusieurs fois, a repris enfin la parole, en disant : « Si l'un des préopinans n'avoit pas cru deviner mon intention, il se feroit épargné la peine de m'interrompre : il est chanceux de vouloir être prophète. Dans la chaleur des opinions, le mot d'exclusion a frappé mon oreille ; mais je pense qu'on ne peut pas exclure un membre de cette assemblée, & qu'il ne faut pas juger dans ce moment cette question de droit public ; mais on peut écrire aux commettans de retirer leur confiance de celui à qui l'assemblée a retiré son estime. La sagesse de M. Guillaume m'a prévenu sur ce point. . . . Le tort du préopinant est grave sans doute ; si cette injure avoit été attachée à quelque nom particulier, elle eût été une démence si amendable, qu'il auroit fallu en envoyer l'auteur aux petites maisons ; mais c'est parce que l'injure a le caractère de l'empyement, que je me borne à demander que M. l'abbé Mauri soit censuré, & que la censure soit portée sur le procès-verbal. »

M. l'abbé Mauri étant accusé, devoit être entendu dans la défense. Il est remonté à la tribune.

« Jamais une maxime générale de morale n'a été une injure, a-t-il dit; je n'ai accusé ni désigné personne, & personne dans l'assemblée ne se croit offensé par moi. »

M. l'abbé a répété ensuite le raisonnement qu'il avoit fait, & la phrase qui étoit le corps du délit; mais quelques membres ayant observé qu'il suprimoit ces mots, *ceux de l'assemblée*, &c. M. l'abbé Mauri a nié les avoir proferés. « Il ne faut point de commentaire à ma phrase, s'est-il écrié; on ajoute un mot qui la rendroit une impudence absurde, & qui me feroit mériter le supplice des fous, comme on l'a dit. Je suis sûr de ma mémoire; je n'ai pas oublié les paroles que j'ai dites, parce que j'avois prévu qu'on me mettroit dans la nécessité de les répéter. J'ajoute qu'il est difficile à un homme qui improvise, de mesurer ses paroles; il est impossible sur-tout d'y parvenir, lorsqu'à chaque parole, il est interrompu par les hurlemens de la rage ».

Ce moyen de défense ayant paru à l'assemblée une nouvelle injure, elle en a témoigné son indignation. Enfin, M. l'abbé a terminé sa défense en disant: « je n'ai insulté aucun individu, puisque je n'en ai nommé aucun. »

« Je n'ai pas manqué à l'assemblée, puisque ma maxime est générale, & ces mots, *ceux de l'assemblée*, ne s'y trouvent pas. Ma phrase est une forme oratoire & une de ces tournures par lesquelles l'orateur s'adresse aux choses animées & inanimées ».

Quelques voix réclamoient l'ordre du jour; la plus grande partie réclamoit justice, lorsque M. Despréménil a cru trouver un moyen justificatif, en disant qu'il y avoit des faits convenus & des faits contestés; que les premiers n'étoient point injurieux; qu'à l'égard des autres, il falloit dans ce doute juger en faveur de l'accusé; que d'ailleurs, les juges ne pouvoient pas être accusateurs & témoins, suivant la maxime de tous les tribunaux.

Ces sophismes ont été vigoureusement réfutés par M. Roederer. « Dans tous les tribunaux; a-t-il dit, il ne faut que deux témoins pour prouver un délit; ici les versions sont différentes, mais j'ai recueilli la phrase; qu'il se lève un autre témoin, & la preuve est faite. »

Quant à l'impossibilité prétendue d'être juge & témoin ; je demande comment , dans les parlemens , les fautes de discipline pouvoient être jugées & prouvées ; autrement il faudroit poser en principe que l'on peut impunément troubler l'ordre dans toute assemblée. Quand j'ai demandé la parole , je voulois proposer une peine grave ; mais lorsque j'ai vu que M. l'abbé Mauri aggravait ses torts en voulant les justifier , j'ai cru que l'emportement jettoit un si grand désordre dans ses pensées , qu'il ne devoit plus être comprable de ses actions. Je crois qu'il y a lieu à user d'indulgence.»

La priorité ayant été demandée pour la motion de M. de Mirabeau , elle lui a été accordée.

La motion mise aux voix a été adoptée , & l'assemblée a décrété que M. l'abbé Mauri seroit censuré , & que la censure seroit portée dans le procès-verbal.

C'est ainsi que la séance de vendredi se termina. Les mêmes résistances & les mêmes combats se reproduisirent dans la séance de samedi soir , lorsque M. l'abbé Mauri voulut faire le rapport de l'affaire de Marseille : en vain il a voulu prendre la parole ; on n'a cessé de crier encore à la barre , qu'il *soit censuré* , &c.

M. le président n'a pu se faire entendre au milieu de cet affreux tumulte que l'exécution du décret de censure a occasionné. MM. Casalès & Foncaud soutenoient que c'étoit au procès-verbal à le centurer & non au président.

M. Long vouloit qu'on passât à l'ordre du jour ; M. Madiet étoit du même avis ; mais plusieurs membres affligés d'une scène qui retardoit les opérations de l'assemblée , ont désiré de faire cesser enfin un pareil scandale. M. le président est parvenu à lire le décret qui censure M. l'abbé Mauri , & le calme s'est rétabli dans l'assemblée.

Ensuite M. l'abbé Mauri a fait son rapport de l'affaire du prévôt de Marseille.

Après avoir rappelé les faits qui lui ont donné naissance , après avoir lu la réponse du prévôt aux chefs d'accusation qui ont motivé le décret de l'assemblée , le rapporteur s'est résumé ainsi :

« Le prévôt ne fut chargé des procédures que sur la demande des communes de Marseille.

» Sur soixante prisonniers, trois ont été transférés au château d'If, pour leur propre santé & pour leur sûreté.

» Le fort Saint-Jean n'a que deux cents hommes de garnison ; ils ne sont point aux ordres du prévôt.

» Il n'a pas encore prononcé de condamnation ; il a suspendu tout jugement.

» Il s'est conformé d'avance aux décrets de l'assemblée ; les adjoints l'attestent.

» Il est prouvé qu'on admet tout le monde dans le lieu où l'on fait la procédure autant que le local le permet.

» Le sursis a été forcé par les circonstances.

» Les officiers municipaux déclarent ne pas participer aux accusations contre le prévôt.

» Il est prouvé que les amis des accusés sollicitent des signatures de gens obscurs, ou qui ne savent pas signer. »

C'est d'après ces assertions, qui seront discutées à la séance de demain, que le rapporteur a proposé le décret suivant :

« L'assemblée nationale délibérant sur les plaintes portées contre le sieur de Bournissac, prévôt général de la maréchaussée de Provence, à l'occasion des différentes procédures criminelles, dont il suit l'instruction dans la ville de Marseille, en vertu de lettres-patentes du roi, a décrété que son précédent décret, sur les réclamations, est annulé & demeure rapporté. Elle déclare qu'il n'y a jamais eu lieu à aucune inculpation contre ce juge & son tribunal durant l'exercice de ses fonctions à Marseille ; & en conséquence elle ordonne que les procès qui s'y instruisent, seront continués jusqu'à parfait jugement. »

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.